

FÉDÉRATION SUD ÉDUCATION

WWW.SUDEDUCATION.ORG
FEDE@SUDEDUCATION.ORG



Paris, le 03/12/2024

Budget : universités sacrifiées ! Le 5 décembre, acte I de la mobilisation !

Le gouvernement a décidé de faire la guerre aux services publics : il s'attaque aux agent·es de la Fonction publique, il s'attaque au service public de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (ESR). Nous ne le laisserons pas faire : **SUD éducation appelle avec les autres syndicats de la fonction publique et de l'ESR à une grève massive le 5 décembre.**

Le 5 décembre doit être le point de départ d'une mobilisation d'ampleur pour faire échec au projet du gouvernement et pour arracher des victoires pour améliorer la vie de tou·tes !

Alors que les salaires sont toujours trop bas pour l'ensemble des agent·es publics, le gouvernement prévoit de nouvelles mesures qui vont peser fort sur le porte monnaie des personnels : passage de 1 à 3 jours de carence en cas d'arrêt maladie, diminution de l'indemnisation en cas d'arrêt maladie, gel de la valeur du point d'indice, suppression de la garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA) censée compenser l'inflation...

Ce gouvernement minoritaire depuis le coup de force d'Emmanuel Macron tente d'imposer un budget qui va accélérer la crise de l'ESR qu'étudiant·es et personnels subissent depuis des années maintenant. Le projet de loi de finances 2025 entérine le budget le plus faible en part du PIB pour l'ESR depuis 20 ans et tous les domaines sont touchés : recherche, formation, vie étudiante, bâti... Les subventions pour charges de service public octroyées aux universités par l'État ne permettent plus aux établissements de fonctionner. Ce sont près de 60 universités sur 75 qui vont se retrouver en déficit à la fin de l'année. Ces situations financières sont intenables pour les établissements qui pourraient se voir contraints de fermer des formations, baisser les capacités d'accueil, stopper la rénovation des bâtiments, basculer des enseignements en distanciel... Le non versement des salaires des personnels est même évoqué par certaines présidences d'universités !

Face à cette situation inédite, les présidences d'université et France Universités (ex-CPU) se voient même dans l'obligation de réagir et exprimer leur désarroi face au ministère. Pour bien prendre la mesure de la panique qui règne parmi les président·es, il faut se rappeler que la CPU a souhaité la LRU qui octroyait à ses membres plus de pouvoir au détriment de la pérennité des moyens des établissements. Cette organisation a aussi soutenu la loi "orientation et réussite des étudiant·es" (ORE) qui a renforcé le tri social à l'université. La LP(P)R avait entraîné un large mouvement de protestation de la part des personnels pendant que les président·es applaudissaient cette loi de programmation et ne tardaient pas à s'emparer des outils RH concrétisant la précarisation des emplois. Ce sont donc ces personnes qui, aujourd'hui, découvrent que l'université est en danger. Comme la crise climatique, qui aurait pu la prédire ?

Le danger semble d'ailleurs tellement grand qu'un certain nombre de président·es ont décidé d'organiser une journée de mobilisation nationale, ce mardi 3 décembre. Dans de nombreux établissements, cette mobilisation prend la forme d'une "journée sans université". Pour SUD éducation, l'heure est à la mobilisation de l'ensemble de personnels de l'ESR et des étudiant·es, et si les AG prévues dans un certain nombre d'universités permettent aux personnels d'exprimer leurs colères et leurs revendications légitimes, cela permettra aussi de construire la suite de la mobilisation. Mais, pour SUD éducation, il ne sera pas possible de se mobiliser avec nos employeurs, qui, certes, sont contraints par des budgets de plus en plus serrés, mais opèrent, dans leurs établissements, des choix politiques que nous combattons (régimes indemnitaire, soutien aux filières et labos d'excellence contre la formation pour toutes et tous, promotion de l'apprentissage...).

Pour SUD éducation, un tournant budgétaire sans précédent doit être opéré pour l'ESR : 3% du PIB afin de garantir les missions des services et des politiques publiques, des dizaines de milliers de créations d'emplois statutaires, la titularisation des personnels contractuel·les, l'augmentation du point d'indice et son indexation sur l'inflation, une refonte des grilles indiciaires inversement proportionnelle aux salaires, l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes maintenant... Tout cela est largement finançable par la suppression pure et simple des 7,8 Md€ du crédit impôt recherche, niche fiscale qui profite à quelques grands groupes capitalistes sans aucun bénéfice réel pour la recherche.

Notre réponse doit être à la hauteur des attaques, c'est pourquoi SUD éducation appelle les personnels à se mettre massivement en grève le 5 décembre prochain à l'appel de l'intersyndicale ESR et à poursuivre la mobilisation, notamment par la grève reconductible. Le 5 décembre doit être un point de départ pour une mobilisation d'ampleur qui permettra de gagner sur nos revendications. Ces prochains jours, avec plusieurs secteurs professionnels en grève (rail, industrie, fonction publique...) et l'instabilité politique, ce sera l'occasion de frapper un grand coup pour obtenir satisfaction sur nos revendications pour la défense du service public de l'ESR, nos salaires et nos conditions de travail.